



PLANÈTE

CRISE SANITAIRE

« Le système français a semblé souffrir de son jacobinisme »

Le professeur en sciences de l'éducation Jean-Marie de Ketele analyse la gestion des écoles françaises depuis le début de la pandémie

ENTRETIEN

Jean-Marie de Ketele est professeur émérite en sciences de l'éducation à l'Université catholique de Louvain (Belgique), professeur émérite titulaire de la chaire Unesco en sciences de l'éducation à Dakar et rédacteur en chef de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres*.

Pourquoi la France a-t-elle gardé coûte que coûte ses écoles ouvertes à partir de mai 2020 ? Avons-nous fait preuve de dogmatisme à ce sujet ?

De l'étranger, la France donne le sentiment d'être un pays où la pensée, la réflexion et, d'une certaine façon, l'idéologie priment sur l'action. Avec la pandémie, les principes ont prévalu – celui de l'école républicaine et l'idée que tout le monde doit avoir accès à la même chose. Les politiques sont conscients que l'écart entre les élèves très brillants et ceux qui le sont moins pose problème. Fermer les écoles, c'était risquer d'accroître le fossé entre les quelques élèves bien soutenus par les parents et les autres. Ailleurs, on a parfois pensé autrement, en faisant primer les impératifs de santé.

Il est intéressant de noter que la France a tenu ce discours d'égalité, alors qu'en pratique elle est l'un des pays de l'OCDE [*Organisation de coopération et de développement économiques*] où les indices d'équité sont les plus mauvais. Pendant cette crise, le système français a semblé souffrir de son jacobinisme, appliqué à un territoire par ailleurs fragmenté. A titre d'exemple, de nombreux pays ont voulu soutenir les structures scolaires par le biais de dispositifs d'aide et de rattrapage, entre autres pendant les vacances d'été. Mais là où la France est partie de directives centrali-

sées, d'autres ont choisi de soutenir des initiatives locales. Au Québec, par exemple, c'est à l'échelle locale que l'on a essayé d'analyser les besoins et de mobiliser les ressources pour réduire les inégalités liées au Covid. Dans un pays centralisé où certains territoires sont ghettoisés, il faudrait réussir à faire davantage confiance au terrain, à ceux qui savent ce qu'ils peuvent faire et ne pas faire.

L'enseignement à distance, puis l'hybride dans les lycées, a été compliqué pour certains enseignants. Ils étaient moins nombreux à utiliser le numérique avant la crise que la moyenne dans l'OCDE. Est-ce un cas isolé ?

Dans les pays scandinaves, en Finlande par exemple, la maîtrise du numérique est quelque chose de banal pour les enseignants comme pour les élèves. Ici, en Belgique, cela fonctionne bien côté flamand... mais beaucoup moins côté francophone ! Le numérique à l'école est plus développé dans la culture anglo-saxonne que dans la culture latine. Dans le cas français, la fragmentation que j'évoquais au sujet des territoires existe aussi au niveau des savoirs. Les Français se sentent compétents lorsqu'ils maîtrisent leur discipline, alors qu'un enseignant britannique vous dira qu'il est à l'aise à partir du moment où il est capable de bien faire apprendre. Cette approche a compliqué le basculement vers une autre forme de transmission, imposée par le Covid.

Heureusement, certains ont pris le taureau par les cornes et se sont formés. Ils ont pris conscience des besoins des familles et sont allés à leur rencontre,

tout en étant très démunis, parce que le système fait qu'ils ont l'habitude d'être





seuls dans leur couloir. De nombreux enseignants ont d'ailleurs réussi à se perfectionner rapidement dans l'usage du numérique. Il ne faut donc pas noircir le tableau : c'est d'abord la fragmentation du système qui fait qu'ils ont parfois eu du mal à répondre aux besoins.

L'école française, du fait des points faibles que vous évoquez, aura-t-elle plus de mal à se relever de cette crise que celle d'autres pays d'Europe ?

Il y a beaucoup de décrochages, surtout dans certains milieux, mais ce n'est pas spécifique à la France. Le plus inquiétant, à mon sens, n'est pas le « non-acquis » mais la démotivation scolaire, qui touche une part importante des élèves. Les enseignants eux-mêmes rapportent que la motivation, lors de leurs 50 % de temps en classe, n'est plus la même qu'avant : il est difficile pour un jeune de rester mobilisé dans un système hybride.

Ne peut-on pas tirer des enseignements positifs de cette période déstabilisante pour le système scolaire français ?

Le plus grand espoir que l'on puisse porter est que les innovations générées par le Covid soient conservées et valorisées à l'avenir. En France, il faudrait profiter de l'occasion pour instaurer une culture plus collaborative. D'une manière générale, le système français valorise peu la collaboration – dans les territoires, au sein des équipes, mais aussi entre les enseignants et les parents. Le confinement a mis en lumière l'extrême séparation des acteurs et de leurs missions, y compris à cause de l'approche disciplinaire dont nous parlions : passé un certain niveau, notamment dans les disciplines les plus valorisées que sont les sciences, les parents étaient incapables d'aider leurs enfants à étudier.

Alors que le recours aux cours particuliers est important dans les catégories favorisées, on a constaté que les parents issus de l'immigration se sont davantage mis ensemble pour aider leurs enfants. Ce principe collaboratif existe donc en France, mais plutôt dans les familles populaires, où les parents s'organisent avec la famille élargie. On fait appel à l'oncle ou au neveu, à celui qui a eu une bourse dans tel établissement, pour faire de l'aide aux devoirs. Il y a eu des initiatives remarquables sur le terrain, c'est indéniable. Il faut maintenant les valoriser. ■

PROPOS RECUEILLIS
PAR VIOLAINE MORIN

**« DANS UN PAYS CENTRALISÉ,
IL FAUDRAIT RÉUSSIR À FAIRE
DAVANTAGE CONFIANCE
AU TERRAIN, À CEUX QUI SAVENT
CE QU'ILS PEUVENT FAIRE
ET NE PAS FAIRE »**

